

PAUL RIVES

Du socialisme à la collaboration ; de la mairie de Bellerive à Sigmaringen¹

Paul Rives appartient à longue liste des hommes, venus de la gauche, et ralliés en 1940 au Maréchal Pétain, parfois à la collaboration voire au collaborationnisme, avec des intensités variables dans l'engagement: de Belin à Spinasse, de Déat à Marion ou à Doriot, en passant par Max Bonnafous, Gaston Bergery, René Château, Claude Jamet, Ludovic Zoretti, Félicien Challaye, Alexandre Zevaes, tous ont fait un choix sans retour qui peut aujourd'hui surprendre, mais auquel l'on trouve des explications, sinon des justifications. Paul Rives n'a certes occupé qu'un rôle mineur dans les années 1940-1944. Son parcours n'en est pas moins révélateur de ce que l'historien Simon Epstein a appelé le paradoxe français : des hommes de gauche dans la collaboration, des hommes de droite, parfois antisémites, dans la résistance.²

Paul Rives eut d'abord le parcours très classique du républicain des années 1900-1940. Né en 1895 à Saint Papoul dans l'Aude, vieille terre de gauche, il est le fils d'un instituteur laïque et le petit-fils d'un proscrit de 1851. Son *curriculum vitae* s'adonne d'emblée des attributs du républicain de la tradition méritocratique. Brillant élève, il est étudiant en khâgne au lycée Henri IV à Paris, pépinière des futurs normaliens, où il est l'élève d'Alain, avant d'entamer des études de philosophie. Il y commence un engagement politique et est un des leaders du groupe des khâgneux socialistes aux côtés de Marcel Déat qui appartient à la promotion de l'année précédente.³

Comme la plupart des hommes de sa génération, il a été confronté à la tragédie de la Grande Guerre ; incorporé en 1915 au 80^e régiment d'infanterie de Narbonne, il combat à partir de mai 1916, passe dans une escadrille d'observation, puis de bombardement nocturne. Blessé à l'œil gauche, victime de fractures à la suite d'un atterrissage nocturne après un combat aérien, il reçoit la Croix de Guerre, la Légion d'Honneur à titre militaire ; il est démobilisé en novembre 1919 avec le grade de capitaine de réserve. Il reprend ses études à Toulouse, est même le lauréat du prix Durkheim à la Sorbonne, est reçu à l'agrégation de philosophie et obtient un poste de professeur au lycée Saint Louis à Paris.



Parallèlement, il a un engagement militant, d'abord dans les rangs étudiants (rédacteur en chef du journal *L'Union des étudiants* en 1921). Il est alors proche d'Albert Thomas, membre de la SFIO, ancien ministre de l'Armement et surtout délégué français au Bureau International du Travail à Genève. C'est avec l'onction de celui-ci que Rives entre au BIT en 1924 comme rédacteur, puis devient directeur-adjoint du bureau de Paris, aux côtés d'un ancien khâgneux, Mario Roques. A cette date, pour lui, comme pour son mentor, le règlement des conflits ne peut s'obtenir que par la sécurité collective, la

¹ L'auteur adresse ses plus vifs remerciements à Françoise Thuriot-Maridet, qui lui a permis d'accéder aux rares archives concernant Paul Rives à Bellerive sur Allier.

² Simon Epstein, *Un paradoxe français : antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, coll. « Bibliothèque Albin Michel. Histoire », 2008, 622 pages. Voir également Rémi Handoutzel et Cyril Buffet, « *La collaboration... à gauche aussi* », Perrin, 1989. A notre connaissance, il n'existe qu'un seul ouvrage traitant du cas spécifique de Paul Rives ; le livre de Cyrille Darrigade, *Paul Rives, l'impasse de la collaboration*, Editions CD et associés, Moulins, 2015.

³ Marcel Déat, *Mémoires politiques*, écrites en Italie après 1945. Denoël, 1989, page 57.

négociation internationale sous l'égide de la SDN, afin d'atteindre le but ultime, le désarmement général, dont Briand deviendra bientôt le défenseur. D'emblée, donc, la carrière de Rives se place sous le signe du pacifisme, de la conciliation internationale.

Intégré aux cercles de la SFIO, à la vieille maison en reconstruction après le congrès de Tours, Rives est chargé de la rubrique économique et sociale dans *Le Populaire*, le journal du parti. Logiquement, ces engagements le conduisent à entrer dans la bataille électorale ; il est candidat aux législatives dans l'Aube en 1928 ; mais le parachutage est un échec cinglant ; il ne recueille que 1757 voix au premier tour sur 19 099 inscrits. Aussi, pour les échéances ultérieures, cherche-t-il un point de chute plus favorable ; sur les conseils de Marcel Déat⁴, il se présente dans l'Allier, dans la circonscription de Gannat, tenue par un modéré, le député Pradon-Vallency. La tentative est réussie ; il remporte l'élection en 1932, certes de justesse (au second tour avec 7 310 voix contre 7 090 au sortant), et entame une implantation durable, puisqu'il sera réélu plus facilement en 1936, porté par la vague du Front Populaire. Entre temps, il est devenu conseiller général du canton d'Escurolles et maire de Bellerive sur Allier où il succède à un autre socialiste, Burlot. Il dispose de relais importants, un hebdomadaire, *Le Travail de Gannat*, devient même en 1939 le correspondant du journal *La Montagne* pour le département de l'Allier avec l'accord d'Alexandre Varenne. Il accède à des fonctions importantes à la Chambre des Députés où il est rapporteur du budget de l'Aviation, tout en étant pendant quelques mois vice-président du Conseil général, et secrétaire de la fédération SFIO de l'Allier. Ce parcours politique peut laisser envisager l'accès prochain à des fonctions encore plus importantes.

Pourtant, dès les années 1930, il est partie prenante des débats qui agitent le parti SFIO. S'il ne suit pas son labadens Marcel Déat dans la scission des néo-socialistes en 1933, il se signale par un engagement pacifiste, conforme à la fois à ce qu'il considère comme l'héritage de Jaurès, et au briandisme dont se réclame longtemps la gauche, dont les certitudes se trouvent cependant peu à peu bousculées par la montée en puissance des totalitarismes et les initiatives belliqueuses d'Hitler. La SFIO se déchire en deux tendances et Rives se range dans la mouvance pacifiste groupée autour de Paul Faure, contre Léon Blum et ses proches, dont Marx Dormoy, lui aussi député de l'Allier, avec lequel Rives n'est guère en symbiose. Comme son collègue Camille Planche, député SFIO de Moulins, il est membre de la Ligue des Anciens Combattants Pacifistes et plaide pour une renégociation générale des traités dont la France devrait, selon lui, prendre l'initiative⁵. En septembre 1938, il est favorable aux accords de Munich et exprime sa satisfaction devant ce que d'autres perçoivent comme une dérobade ou évoquent « *un lâche soulagement* ».

Aussi, sans doute dès 1939 et encore plus en 1940, il entre en contact avec d'autres pacifistes qui considèrent qu'il ne faut pas entrer en guerre (cf. le célèbre article de Déat, *Mourir pour Dantzig ?* paru dans *L'Œuvre* le 4 mai 1939). Au cours de ce cheminement, il rencontre des pacifistes venus de la droite ou de l'extrême droite qui refusent la guerre, qui ferait selon eux le lit du communisme. S'établissent ainsi des convergences entre des courants venus d'horizons divers, a priori opposés, mais qui se retrouvent dans l'affirmation d'un pacifisme intégral. C'est ainsi que Rives entre en contact avec Dominique Sordet, qui a fondé l'agence Inter France, ouvertement opposé à toute politique « belliciste » et chantre du rapprochement avec l'Allemagne ; le 15 août 1939, il participe, avec

⁴ Celui-ci, né en 1894 à Guéridgny, dans la Nièvre, avait des attaches dans l'Allier et connaissait bien la région de Gannat-Ebreuil.

⁵ Dans *Le Travail de Gannat* du 30 septembre 1938, il écrit : « *Il est impossible d'admettre que l'on irait se battre à cause des Sudètes* » et ajoute « *Il n'y a, pour arrêter la guerre qu'un moyen : envisager dans leur ensemble tous les problèmes de cette révision y compris ceux du désarmement qui en sont le corollaire évident. Et comme il faut que quelqu'un commence, c'est aux grandes puissances à prendre l'initiative de cette révision : La France, L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie. Une manière de pacte à quatre. Ce fut toujours la pensée d'Hitler. On n'aura pas la paix autrement* ».

quatorze autres députés, dont quatre socialistes⁶, à la création d'un Comité de liaison contre la guerre ; le 1^{er} septembre, il rédige, avec ce comité « *un appel à la raison du gouvernement* », l'implorant de renoncer à la guerre. Le 16 février 1940, il donne un article à Inter France dans lequel il dénonce « *les vieilles disputes, engagées dans les vieux cadres de la politique habituelle* » et appelle à « *un rajeunissement des doctrines* », à un « *regroupement national* ». Il croise également, sur ce terrain, le chemin d'autres parlementaires tel Gaston Bergery, marginal au sein de la gauche.

La défaite de 1940 précipite son évolution. Le député de Gannat est en rupture de ban avec son parti depuis l'avant-guerre même s'il conserve avec lui des liens formels. Il est en relation étroite avec Marcel Déat, prend des contacts avec des personnalités fort éloignées du socialisme, rejoint le groupe animé par Bergery et Montigny qui, par pacifisme, ont de longue date, prôné le refus de la déclaration de guerre, mis en avant l'impréparation du pays et qui, dès le 7 juillet 1940, militent pour un changement de régime. Rives signe avec eux un texte dénonçant le bellicisme de leurs adversaires, « *l'inefficience et le cabotinage du débat public* », évoquant « *une caricature de la démocratie et de la liberté* » ; ils posent comme une hypothèse crédible, « *la politique du Maréchal Pétain, impliquant par un dosage de collaboration avec les puissances latines et l'Allemagne elle-même l'établissement d'un nouvel ordre continental* ». On ne saurait être plus clair. Le vote en faveur des pleins pouvoirs que donne Paul Rives, député SFIO, le 10 juillet, s'inscrit dans cette logique et n'est pas un vote de panique, ni un vote circonstanciel. C'est un vote d'adhésion à un changement de régime, à une révolution nationale (il parle « *du « gouvernement de la renaissance nationale* » et « *d'un ordre nouveau et autoritaire* ») et à une collaboration avec le vainqueur, « *pour une France intégrée à la nouvelle Europe* ». Quelques semaines plus tard, le 3 août, en compagnie de Charles Spinasse et Eugène Gaillard, il adresse à son collègue Maxence Roldes, député de l'Yonne, un courrier dans lequel il justifie son vote et explicite s'il en était besoin ses objectifs : « *Vous avez voté avec nous à l'Assemblée nationale. Convaincu comme nous que le régime parlementaire, tel que l'avait institué la bourgeoisie de « l'ordre moral » ne résisterait pas au plus grand désastre que la France ait subi, vous avez contribué, par un geste qui fut vraiment révolutionnaire, à détruire des formes de vie politiques anciennes et périmées. Il s'agit maintenant de reconstruire. Ni la démocratie, ni le socialisme n'étaient attachés à ce régime. Il avait pourtant corrompu la démocratie et détourné le socialisme de sa véritable mission. Notre tâche aujourd'hui est de jeter les bases d'un ordre nouveau où l'idéal des socialistes français, qui reste toujours vivant en nous, animera une société vraiment libre parce qu'elle sera fondée sur la solidarité des intérêts* »⁷. Ce texte, postérieur au vote, est pour Rives l'occasion de rationaliser celui-ci après-coup, de lui donner un sens en fonction des événements survenus depuis le 10 juillet. Il confirme cette analyse dans un article qu'il donne au journal *Le Midi Socialiste* le 8 août 1940. Deux ans plus tard, en août juillet 1942, dans un texte intitulé *Socialisme et Révolution Nationale*, pour la *Revue de l'Etat Nouveau*, il va encore plus loin. Rappelant qu'« *un régime politique quel qu'il soit ne peut survivre au désastre d'une défaite militaire* », il affirme que « *le moment paraissait venu pour la France de prendre sa part à la révolution européenne et pour le socialisme français d'apporter, en se renouvelant, sa contribution idéologique à cet immense effort de rajeunissement des formules politiques révolutionnaires* ». Evoquant le Parlement et la séance du 10 juillet, il va même jusqu'à affirmer que « *son goût de l'Holocauste lui mérite la reconnaissance du*

⁶ Rauzy (Ariège), Chouffet (Rhône), Brunet (Gironde), Froment (Ardèche). Si quatre des cinq socialistes fondateurs de ce comité votèrent les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940, Froment vota Non, preuve qu'il ne faut pas céder à la téléologie, le pacifisme de 1938 n'induisant pas nécessairement les comportements de 1940.

⁷ Conseil d'Etat, Jury d'Honneur, Dossier Roldes, cité par Olivier Wieviorka, *Les orphelins de la République*, Seuil, L'Univers Historique 2001, Page 18.

pays »⁸. Au-delà de l’affichage socialiste et de la mystique révolutionnaire, vestiges de son héritage de gauche, ce texte doit être lu pour ce qu’il est, la reconnaissance que le Oui aux pleins pouvoirs était bien, pour Paul Rives, un vote d’assentiment obéissant à une logique en gestation de longue date et non un vote de panique ou de circonstance.

Selon une pente logique, à partir de l’été 1940, Rives se fait donc approbateur de la politique pétainiste et de quasiment tous ses aspects : le changement de régime, la révolution nationale, la politique de collaboration avec l’Allemagne, la Relève puis le STO, la défense de l’Empire menacé par les anglo-saxons⁹. Afin de soutenir cette politique, il s’engage dans la création de plusieurs organes de presse. Il crée, à partir d’août 1940, avec deux autres députés venus de la SFIO, Charles Spinasse et Julien Peschadour, auxquels s’associe Eugène Gaillard¹⁰, un quotidien, *L’Effort*, dont il est le rédacteur en chef, basé à Clermont-Ferrand, puis bientôt à Lyon, et vendu en zone sud¹¹. Après des débuts difficiles, les ventes se stabilisent en avril 1942 aux alentours de 100 000 exemplaires par mois, ses plus grandes zones de diffusion se situant à Lyon, Annecy, Toulouse, Limoges. Comme la plupart des journaux, il reçoit une aide substantielle du gouvernement, 220000 francs par mois au printemps 1942 selon Alexandre Varenne¹². Bientôt, cependant, en septembre 1942, Spinasse est évincé et Rives, après avoir écarté Peschadour, en devient le directeur politique, établissant un lien avec le journal *La France socialiste*, qui paraît en zone Nord, sous la direction de René Château, avec le soutien allemand (trust Hibbelen). Il en est également l’éditorialiste très engagé. Le 22 janvier 1941, il se félicite de la rencontre Pétain-Laval qui laisse augurer d’une reprise d’une collaboration active avec l’Allemagne : « *Le Maréchal Pétain et M. Pierre Laval avaient ensemble inauguré à Montoire une politique de collaboration franco-allemande que la nécessité, le bon sens, l’intérêt de la France et de la paix, justifiaient pleinement* ». Ainsi, dans le numéro des 15-16 août 1942, se félicitant que la Relève ait permis le retour de prisonniers, il écrit « *La France prend sa place en Europe. Elle est, par l’armistice, à l’abri des combats. Elle offre à l’unité européenne son travail [...] Ainsi la France s’intègre dans cet immense effort que l’Allemagne fournit sur les champs de bataille. Elle apporte sa contribution à la nouvelle Europe et de la sorte s’assure une part honorable dans la construction harmonieuse qui doit sortir de la guerre* ». Le 24 novembre 1942, quelques jours après l’invasion de la zone Sud, il persiste : « *L’entente européenne ne dépend pas du sort des batailles. Il faudra la réaliser avec l’Allemagne, qu’on le veuille ou non, parce que c’est ainsi, parce que l’Allemagne et la France existent toutes deux, que la géographie les a placées côte à côte et que l’Amérique ne peut pas être le gendarme du monde* ». Au fil des éditoriaux se maintient donc cette obsession de la paix à tout prix

⁸ *La Revue de l’Etat nouveau*, n°2, juillet 1942. Cette revue qui a paru de juin 1942 à août 1944, fut dirigée par Pierre Bagary et Gabriel Jeantet. Document aimablement communiqué par F. Thuriot-Maridet à partir de ce qui reste d’archives de Paul Rives à Bellerive-sur-Allier.

⁹ S’il fut bien collaborateur, Rives n’a, à notre connaissance, pas eu de propos ou de comportements antisémites. Lors de son procès en 1947, plusieurs personnes, juives, témoignent en sa faveur.

¹⁰ Charles Spinasse a été ministre des finances du Front Populaire ; il est député de la Corrèze comme Julien Peschadour. Eugène Gaillard est maire adjoint de Limoges (SFIO) ; ancien administrateur du *Populaire*, journal de la SFIO, il en est le liquidateur en juillet 1940, lorsque le gouvernement en interdit la parution. Les fonds ainsi obtenus semblent avoir permis le lancement de *L’Effort*. C’est ce que confirme Alexandre Varenne : « *L’Effort, que l’ancien administrateur du Populaire, Gaillard, avait installé dans les meubles et, m’a-t-on dit, dans le coffre-fort du journal du parti SFIO. Ce Gaillard n’a d’ailleurs pas volé son nom. Il connaît le business. Il a comme directeur cette vapeur de Spinasse et comme rédacteur en chef, mon maire d’ici, Paul Rives, un homme toujours en ébullition* ». *Journal d’un républicain engagé*, Fondation Varenne, 1999, tome 1, pages 27 et 28. Notons que malgré ces préventions, Varenne qui avait accueilli *Le Populaire* en juin et juillet 1940, continue pendant quelques semaines à accueillir *L’Effort* dans les locaux de *La Montagne*.

¹¹ Ils rallient d’autres députés (Gaston Allemane, Justin Arnol, François Chasseigne, Louis L’Hévéder, Albert Paulin) qui vont siéger, au moins quelques temps, au conseil d’administration, et s’adjoignent la collaboration de 23 anciens collègues.

¹² Alexandre Varenne, *Journal d’un républicain engagé*, Edition annotée par Fabien Conord, Fondation Varenne, Clermont-Ferrand, 2019, tome 3, page 530.

avec l'Allemagne, seul gage d'une paix européenne. Elle le conduira, comme d'autres à un voyage en Allemagne en septembre 1943, qu'il relate dans quatre articles de *L'Effort*. A ce pacifisme qui le pousse vers l'entente franco-allemande, sans jamais s'interroger dans ses écrits sur la nature de cette Allemagne de 1940-1944, viennent s'ajouter un anticommunisme grandissant (le 10 avril 1943, il dénonce le bolchevisme qui est « à l'origine de la guerre » et dans lequel il voit « la tradition du tsarisme et l'ambition des bâtisseurs de systèmes, dans cette poussée où se découvre la rude force des vieilles invasions asiatiques »), ainsi qu'une hostilité au monde anglo-saxon, dans lequel il perçoit les signes d'un impérialisme porté par le capitalisme (« L'Amérique, cette fausse démocratie où la liberté fallacieuse du citoyen rencontre la servitude du producteur. Il s'agit d'un double esclavage : celui de l'Europe devant le capitalisme anglo-saxon ; celui de tout individu dans chacune des nations européennes à l'égard de son capitalisme national » 24 novembre 1942, *L'Effort*). Devenu un quasi ministre en 1944, lorsqu'il est nommé délégué en zone Sud de Déat, ministre du Travail et de la Solidarité Nationale, il soutient sans réserves la politique ultra collaborationniste et répressive conduite par ses collègues Darnand et Henriot. Après l'assassinat de celui-ci le 28 juin 1944, il lui rend un hommage appuyé dans son journal et décrit « un homme très simple, parfait compagnon, sans haine pour personne » qui lançait « des répliques passionnées, directes et pénétrantes comme le bon sens et la raison ».

Outre *L'Effort*, qui demeure son principal vecteur, Paul Rives s'engage dans d'autres aventures éditoriales : *Le Rouge et le Bleu*, publié, toujours avec Spinasse, jusqu'en 1942, *France Europe*, *Germinal* (lui aussi sous le contrôle du trust Hibbelen), dont il est le directeur avec André Chaumet d'avril à août 1944. On le retrouve également contributeur du *Moniteur du Puy de Dôme*, propriété de Pierre Laval (le 25 août 1941, le journal annonce en première page l'arrivée de cette nouvelle recrue). Ces engagements lui valent reconnaissance de la part du pouvoir: il devient, par décret (31 janvier 1941), membre de la commission administrative de l'Allier, puis conseiller départemental (3 décembre 1942). Le gouvernement le charge de dossiers locaux que sa fonction de maire de Bellerive lui permet de gérer au plus près du terrain : ainsi le transfert de la sous-préfecture de Lapalisse à Vichy. Toutefois, jusqu'en 1944, il est cantonné à des fonctions secondaires, sa proximité avec Déat, peu en cour à Vichy (Rives a participé, en juillet 1940, à ses côtés à la tentative de création d'un parti unique, refusé par Pétain et Laval), sa qualité de membre du RNP depuis 1942, le maintiennent en lisière des cercles du pouvoir. Celui-ci s'en méfie : un rapport du préfet de l'Allier au ministre de l'Intérieur en date du 13 janvier 1941, le décrit comme « très intelligent, mais esprit inquiet » et pose la question « faut-il avoir confiance en lui »¹³ ? Ce n'est qu'en avril 1944, que Déat, devenu ministre du Travail et de la Solidarité Nationale, dans un Etat devenu milicien et ultra-collaborateur, en fait son délégué en zone sud, soit un quasi ministre, dont les bureaux se trouvent au 17 rue Alquié à Vichy¹⁴.

Deux lignes de force structurent la pensée de Paul Rives, comme celles de quelques autres, et orientent ses choix : la recherche de la paix à tout prix afin de permettre la réconciliation européenne d'une part, et d'autre part, le rejet du capitalisme libéral dont il ne cesse de dénoncer les dérives individualistes. Il n'a donc pas abdiqué sa fidélité à une forme de socialisme, par anticapitalisme, et se persuade ou veut se persuader que la stratégie mise en œuvre dans l'Allemagne hitlérienne est une forme de celui-ci. Dans le journal *Le Midi* (ex socialiste) le 30 octobre 1940, quelques jours après la rencontre de Montoire, il se félicite que « l'alliance du nationalisme et du socialisme [...] conditionne l'avenir de la France, est en effet capable de rallier les forces ouvrières et paysannes dont l'élan fit plusieurs fois passer dans notre pays un grand souffle d'espoir ». En décembre 1940, dans *L'Effort*, il appelle à la

¹³ AD Allier 996W 153

¹⁴ Déat, après l'échec du parti unique en 1940, a toujours refusé de revenir à Vichy.

réalisation d'un « *socialisme national* », reprenant ainsi un slogan déjà utilisé par Déat et Marquet, lors de la scission des néo socialistes en 1933, slogan qui avait alors suscité « *l'épouvante* » de Léon Blum. En 1942, il fait paraître dans *La Revue de l'Etat Nouveau*¹⁵ un long article intitulé significativement « *Socialisme et révolution nationale* », dans lequel il tente de montrer que les deux sont conciliables (« *le socialisme doctrine des masses et non plus des classes s'intègre dans le cadre national* »). Jusqu'en 1944, il demeure fidèle à cette double orientation, socialiste par héritage et collaboratrice par pacifisme, qui n'est pas chez lui une certitude récente, mais prolonge ses engagements initiaux ; il pense ainsi demeurer fidèle au socialisme de sa jeunesse, pacifiste et favorable à l'entente internationale, tel que Jaurès l'avait rêvée¹⁶ (l'on notera que, maire de Bellerive, Rives s'est opposé à ce que la rue Jean Jaurès dans sa ville soit débaptisée), mais aussi anticapitaliste. Ce n'est donc pas un hasard si en 1944, Marcel Déat, ancien socialiste comme lui, dont il s'est rapproché en devenant membre du RNP, le désigne comme son délégué en zone Sud. Pour la fête du 1^{er} mai 1944, il prépare un discours, dont ne sait où il a été prononcé, dans lequel il reprend les deux thématiques qui guident son action. Il en appelle à « *la société sans classes* », à « *un socialisme positif* » et à « *un Etat fort nécessaire pour l'instaurer*¹⁷ ».

L'on conviendra, à la lecture de ses éditoriaux et textes divers que les raisonnements qu'il développe relèvent parfois du contorsionnisme ; la paix européenne qu'il recherche tel un Graal n'est, dans la réalité de 1944, que la forme hyper nationaliste d'une volonté de puissance. Rives ne semble pas avoir compris que les nazis n'ont aucunement l'intention d'associer les autres pays à leur entreprise, et sans doute encore moins la France que certains d'entre eux décrivent comme le « potager de l'Europe ». Il ne voit pas davantage que le socialisme qu'il leur prête n'est que le masque de l'asservissement des individus dans un Etat aux ambitions totalisantes. Il est donc assez difficile de comprendre comment un homme cultivé, informé, peut se laisser abuser par l'apparence des mots et des discours et persister dans une rhétorique amphigourique, confuse, souvent contradictoire. S'agit-il simplement de la manifestation d'ambitions personnelles et d'une revanche sur certains de ses anciens camarades ? D'une sorte de pente infernale qui, sauf à se renier, conduit à aller toujours plus avant dans un engagement risqué ? D'une dérive personnelle liée à une forme d'instabilité ? Alexandre Varenne à plusieurs reprises, parle à son sujet de « *démence*¹⁸ » On ne sait, mais il n'est pas exclu que ses prises de position résultent d'une sincérité réelle qui, à vouloir concilier l'inconciliable, aboutit à l'aveuglement et à une impasse, tant intellectuelle que politique.

Dès le début du mois d'août 1944, Rives quitte Vichy. Alexandre Varenne, qui habite Bellerive, rapporte dans ses *Mémoires* avoir reçu la visite de Mme Rives à laquelle il conseille de fuir car « *en cas de prise de possession de Vichy par les forces du maquis, quelques fortes têtes du cru pourraient bien avoir l'idée de monter chez le maire, ne le trouvant pas, de s'en prendre aux siens* »¹⁹. Le 17 août 1944, Rives quitte Paris en compagnie de Déat²⁰, gagne Maxéville près de Nancy le 19, y séjourne jusqu'au 26. Séjournent également dans la ville quelques leaders d'une collaboration en perdition,

¹⁵ *La Revue de l'Etat nouveau*, n°2, juillet 1942. Cette revue qui a paru de juin 1942 à août 1944, fut dirigée par Pierre Bagary et Gabriel Jeantet. Document communiqué par F. Thuriot-Maridet à partir de ce qui reste d'archives de Paul Rives à Bellerive-sur-Allier.

¹⁶ Guillaume Pollack, *Une mémoire improbable, Jaurès sous l'Occupation : Cahiers Jaurès 2014-1* (N° 211), pages 95 à 114. <https://www.cairn.info/revue-cahiers-jaures-2014-1-page-95.htm>

¹⁷ Archives Paul Rives, Bellerive-sur-Allier, op.cit.

¹⁸ Alexandre Varenne, *Journal d'un républicain engagé*, Edition annotée par Fabien Conord, Fondation Varenne, Clermont-Ferrand, 2019, tome 4, pages 717- 755

¹⁹ Alexandre Varenne, *Op.cit.*, tome 4, page 755.

²⁰ Thérèse H ; *17 août 1944, il est grand temps de faire les paquets... Une adolescente française dans la tourmente de l'histoire (Allemagne 1944-1945)*. Paris, Pierre De Taillac, 2015, page 12. Derrière l'initiale, se cache Thérèse Héritier, fille de Jean Héritier, compagnon de route de Déat et professeur de philosophie au lycée de Nogent Le Rotrou..

mais qui continuent à imaginer le fonctionnement d'un ministère du travail : on y croise Rebatet, Hérold Paquis, Cousteau, Jeantet. Cette poignée de fidèles du RNP reconstitue même une permanence du parti dont ils veulent faire un quartier général politique²¹. A la fin août, il quitte la France pour l'Allemagne, sans doute d'abord à Baden-Baden, puis à Sigmaringen où il est le directeur général d'un ministère du Travail tout théorique, placé toujours sous l'autorité de Déat, qu'il accompagne ensuite dans une série de conférences à Weimar et à Berlin²². Il préside également un fantomatique Conseil supérieur au sein du Centre supérieur d'instruction et d'Information auprès du ministre du Travail. Le 4 novembre 1944, il cosigne avec celui-ci, et quelques autres, dont Rebatet et Henry Jamet, « *Le manifeste des intellectuels français en Allemagne* »²³, qui dénonce l'épuration menée en France et se conclue par ses mots : « *Nous adressons à tous les Français un appel solennel pour qu'ils gardent, malgré les souffrances de la Patrie, la conviction intacte que la gigantesque bataille livrée par l'Allemagne est l'enfantement d'un continent où l'harmonieux développement des génies nationaux assurera la justice et la paix* ». Le 24 janvier 1945, Rives, présenté comme le vice-président du RNP, organise au café Schön de Sigmaringen, une causerie intitulée « *L'Europe socialiste de demain* »²⁴ On ne saurait guère aller plus loin dans l'aveuglement et l'incompréhension des réalités politiques.

A la différence de son ami Déat, il rentre en France et est arrêté à Aix en Provence en novembre 1945 puis emprisonné à Fresnes. Jugé par la Cour de Justice de Lyon, il est condamné le 16 janvier 1947 à une peine de quatre ans de prison, une amende de 15000 francs et à l'indignité nationale. Déclaré inéligible, sa vie politique est terminée ; il a été exclu de la SFIO en novembre 1944. Après avoir exercé le métier de démarcheur en librairie, il reprendra une activité d'enseignement après l'amnistie de 1951. Définitivement passé dans les rangs de l'extrême droite, on le retrouve aux côtés du Mouvement social européen, qui développe des thèses ouvertement fascistes et où il est associé à d'anciens membres du RNP, au côté d'un autre bourbonnais, Francis Desphilippon, dont le parcours est voisin de celui de Rives, de la gauche au collaborationnisme²⁵.

Homme politique de second plan avant 1939, Paul Rives n'est pas non plus un collaborateur du premier rang²⁶. Son action politique n'a jamais été décisive. Néanmoins, son parcours, du socialisme pacifiste au collaborationnisme, témoigne du trouble profond d'une génération que les épreuves nées de deux guerres ont placée devant des choix aporétiques qu'ils n'ont pu affronter que par une fuite en avant les faisant dériver jusqu'au fascisme²⁷.

M.P.

²¹ Marcel Déat, *Mémoires politiques*, Denoël, 1989, page 878

²² Marcel Déat, op.cit. pages 897 et 916.

²³ Ce manifeste est publié dans le journal *La France* du 7 novembre. *La France* a été créée par Jean Luchaire et fut une sorte de journal officiel de la « commission gouvernementale » à Sigmaringen. Il parut du 26 octobre 1944 au 13 mars 1945.

²⁴ *La France*, n°74, 25 janvier 1945.

²⁵ Né en 1894 à Vichy, F. Desphilippon, ancien combattant de 1914, y fut un militant antimilitariste, autour du journal *Cocorico* (édité à Bellerive-sur-Allier) et au sein de l'ARAC. Syndicaliste, secrétaire de la Bourse du Travail de Vichy, il fut successivement membre de la SFIO, puis du parti communiste (il entra au comité central en 1926) qu'il quitte en 1927 pour revenir à la SFIO. En 1940, il se rapproche de Marcel Déat, entre au RNP et s'engage dans la collaboration. Condamné à l'indignité nationale en 1945, il milite comme Rives au Mouvement Social européen, organisation d'extrême droite.

²⁶ Alexandre Varenne note, non sans perfidie, le 28 juin 1944, après l'assassinat de Philippe Henriot : « *Qui succédera à Philippe Henriot ? [...] On pourrait donner ce travail à ce pauvre Rives qui, depuis quatre ans, malgré tant de zèle pro-allemand, n'a jamais eu que de tout petits rôles, à sa taille* ». Alexandre Varenne, op.cit. Tome 4, page 710. Selon son livret matricule Paul Rives mesurait 1.59 m... Op.cit., Tome 4 page 700.

²⁷ Philippe Burrin, *Déat, Doriot, Bergery, une dérive fasciste*, Seuil, L'univers historique, 1986.

